24 novembre 2011 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Point de presse conjoint de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Mario Monti, Président du Conseil des ministres de la République italienne, et Mme Angela Merkel, sur la crise de la Zone euro, à Strasbourg le 24 novembre 2011.

Mesdames et Messieurs,
Merci d'être venus jusqu'à Strasbourg. Le but de cette réunion, c'est d'abord, pour la chancelière MERKEL comme pour moi-même, de marquer la volonté de l'Allemagne et de la France de soutenir et d'aider le gouvernement italien présidé par Mario MONTI.
Nous avons voulu marquer, l'Allemagne et la France, notre confiance dans le gouvernement italien. Et nous avons été très heureux de pouvoir échanger sur tous les sujets qui concernent l'Europe et l'Italie avec Mario MONTI, il vous le dira lui-même, mais il nous a invité à Rome dans un très bref délai pour poursuivre cette discussion à trois, et la chancelière comme moi-même avons répondu que nous irions à Rome avec le plus grand plaisir.
Deuxième raison de cette réunion, c'est la détermination des trois premières économies de la zone euro à tout faire pour soutenir et pour garantir la pérennité de l'euro. Nous sommes tous les trois, les trois premières économies de la zone, déterminés à travailler dans le même sens pour soutenir l'euro.
La troisième remarque que je voudrais présenter, c'est que nous sommes tous les trois parfaitement conscients de la gravité de la situation et nous envisageons les mêmes remèdes face à la gravité de cette situation. Nous avons indiqué au président MONTI que la France et l'Allemagne, dans les jours qui viennent, feraient des propositions communes de modification des traités pour améliorer la gouvernance de la zone euro et pour qu'il y ait plus d'intégration et de convergence des politiques économiques. Nous ferons connaître bien sûr à Mario MONTI ces propositions, souhaitant que l'Italie veuille bien, bien sûr, s'y associer.
Enfin, nous avons indiqué tous les trois, d'un commun accord, notre confiance à la Banque centrale européenne et à ses dirigeants. Et tous les trois, nous avons indiqué, dans le respect de l'indépendance de cette institution essentielle, qu'il fallait s'abstenir de demandes positives ou négatives. C'est une position que nous avons élaborée ensemble et qui nous semble adaptée à la situation.
Enfin, je voudrais remercier une nouvelle fois la chancelière d'être venue en France et dire à quel point, dans cette période si complexe, la force de notre entente est un élément essentiel de la stabilité de l'Europe et de l'euro. Et dire à Mario MONTI combien j'ai été heureux de le retrouver après quelques années où nous avions travaillé ensemble et de lui dire que nous mesurons l'ampleur de sa tâche £ mais le connaissant bien, nous savons qu'il sera à la hauteur de cette tâche £ toute la confiance que nous lui témoignons et aussi, s'il me le permet, toute l'amitié personnelle à son endroit.
M. MARIO MONTI -- Je remercie Monsieur le président SARKOZY de cette initiative de m'inviter avec Madame la chancelière. J'ai grandement apprécié cette initiative, mon gouvernement aussi l'a appréciée et toute l'Italie l'a appréciée. Traditionnellement, l'Italie a toujours été l'un des moteurs de l'intégration européenne et l'Italie a l'intention de l'être encore plus dans cette phase qui s'annonce comme étant très problématique pour tout le monde, en particulier pour

l'eurozone. Mais c'est une situation qui est pleine de promesses. Comme nous le savons, au cours de l'histoire, l'Europe a toujours su réagir de façon positive aux crises. J'ai présenté au président et à la chancelière le programme de notre gouvernement que j'ai l'honneur de présider. J'ai insisté en particulier sur l'intérêt que l'Italie porte au-delà des indications de l'Union européenne sur le respect le plus total de l'assainissement des finances publiques dans des délais serrés et j'ai confirmé l'objectif de l'équilibre budgétaire en 2013. Tout cela doit être fait de façon soutenable. Nous avons parlé avec le président et la chancelière. Tout cela implique également une croissance économique qui donnera la garantie d'une résistance dans le temps des équilibres du budget. Une croissance qui ne doit pas être inflationniste. Il faut des réformes structurelles pour cela. J'ai présenté à mes deux interlocuteurs les réformes structurelles que j'ai l'intention d'adopter pour mon pays et j'ai en particulier indiqué quel était le calendrier prévu pour l'introduction de cette réforme. Pour cela nous avons l'intention d'associer tous les partis politiques et les partenaires sociaux. C'est ce que nous avons déjà commencé à faire.
Notre dialogue à trois, comme Monsieur SARKOZY l'a dit, a été très intense. Nous avons discuté des solutions possibles pour la zone euro, nous avons partagé notre inquiétude et notre préoccupation. Nous avons exprimé tous les trois, de façon commune et avec une grande convergence de vues, l'importance que nos trois pays accordent à l'objectif prioritaire d'une bonne santé de la zone euro. Il est fondamental que l'euro tienne, c'est un élément fondamental à l'intégration économique et politique européenne.
Comme Monsieur SARKOZY l'a annoncé, je suis très heureux que Madame MERKEL et Monsieur SARKOZY aient accepté mon invitation à se rendre très bientôt à Rome afin de poursuivre cette discussion très intéressante et qui porte déjà ses fruits. Il est inutile de souligner qu'une collaboration forte entre la France, l'Allemagne et l'Italie ne va pas au détriment de l'esprit communautaire, bien au contraire, il s'agit d'une collaboration qui est au bénéfice de l'Union européenne dans son ensemble. Merci.
MME ANGELA MERKEL - Mesdames, Messieurs, tout d'abord merci à Nicolas SARKOZY de pouvoir nous retrouver ici à Strasbourg et ensuite, je voudrais dire que cette discussion entre les trois des plus grandes économies dans la zone euro, est vraiment importante pour nous tous. Pour nous, il était également important de connaître quels sont les intentions et l'agenda du nouveau gouvernement italien bien sûr. Il s'agit de la consolidation budgétaire mais évidemment aussi des réformes structurelles qui, j'en suis convaincue, vont à nouveau apporter la croissance nécessaire pour créer les emplois et pour lutter contre le chômage. Alors nous souhaitons au nouveau Premier ministre italien, Mario MONTI, beaucoup de réussite pour son travail qui n'est pas simple, loin de là. Il a tout notre soutien. Nous le remercions également de son invitation. Puisqu'il s'agit d'une situation grave, il faut aussi que nous coopérions en tant que trois grands pays, il faut indiquer clairement que nous voulons garder un euro stable et fort dans la communauté internationale des monnaies. L'euro doit être respecté et l'euro est un projet également politique et nous allons donc le défendre de toutes nos forces. Ce n'est pas simple puisque nous avons perdu beaucoup de confiance. La confiance, il faut la recréer, la retrouver dans nos pays bien sûr, mais aussi la confiance entre nous est là. Il faut donc émettre un signal d'une coopération encore plus étroite dans l'avenir dans notre zone euro et c'est pourquoi, nos deux pays, la France et l'Allemagne, travaillent sur des propositions de modification des traités parce qu'il faut effectivement aller dans la voie d'une union fiscale et nous sommes là pour dire aussi qu'il faut coordonner davantage les politiques si nous voulons avoir une monnaie unique commune stable.
Nous en avons également discuté aujourd'hui, il faut absolument que les mesures prises le 26 octobre soient mises en uvre de façon intégrale, qu'il s'agisse de la recapitalisation bancaire, des négociations avec la Grèce et avec les banques, ou des directives sur l'effet de levier pour le FESF. Les ministres des finances dans l'Eurogroupe et dans l'Ecofin doivent prendre des décisions qui s'imposent et, lors du conseil du mois de décembre, le Premier ministre italien sera évidemment informé de l'avancement de nos travaux. Donc nous allons également lui faire des propositions pour une coopération politique plus étroite, car la confiance politique en Europe a

régressé. Il faut retrouver cette confiance, il faut recréer cette confiance et vraiment, c'était une discussion très harmonieuse comme l'a dit également le Président SARKOZY.
QUESTION -- Une question à tous les trois, en particulier à Madame MERKEL et à Monsieur SARKOZY. Vous avez évoqué des propositions de modification des traités européens dans les prochains jours, est-ce à dire que vous vous êtes accordés sur un élargissement du rôle de la BCE, et si oui, quel type de rôle pourrait alors jouer la BCE ? Et de quelle ampleur et dans quel délai serait la modification de ce traité ?
LE PRESIDENT -- Écoutez, je vous ai dit que nous travaillons sur des propositions qui ont beaucoup avancé, que nous les présenterons avant la réunion de Bruxelles du 9 décembre et que je n'ai rien à rajouter de plus s'agissant de la BCE que ce que j'ai dit en commençant et qui fait l'accord du Président MONTI, de la Chancelière MERKEL et de moi-même. Sur le détail des propositions que nous ferons, eh bien quand nous les présenterons, nous vous les donnerons. Mais ce n'était pas le but de cette réunion aujourd'hui de présenter des modifications aux traités. C'est un autre travail que nous menons, nous travaillons pratiquement tous les jours ensemble, nos équipes, la chancelière et moi-même, c'est pratiquement tous les jours que nous échangeons. Voilà. Parce que pour trouver un accord et surtout pour tirer les conséquences d'une crise très grave, nous ne voulons plus connaître les évènements qu'est en train de vivre l'Europe. C'est dans cet esprit que nous travaillons et nous échangeons tous les jours. Cela fera l'objet d'une présentation détaillée.
MME ANGELA MERKEL -- Le président français a parfaitement raison, il vient d'expliquer que la Banque centrale européenne est indépendante. Et donc des modifications éventuelles de traité ne concernent pas la BCE qui s'occupe de la politique monétaire, de la stabilité monétaire. Concernant les modifications au traité - et nous le démontrerons par la suite - nous nous préoccupons de la question d'une politique fiscale, et donc d'une coopération plus profonde en matière politique. Donc c'est un chapitre très différent. Il y aura des propositions dans ce sens mais cela n'a rien à voir avec la BCE.
QUESTION -- Hier au Bundestag, vous avez refusé l'idée des eurobonds. Si maintenant, le 9 décembre, peut-on imaginer, si vous aviez le feu vert pour le reste, que vous pourriez reculer un petit peu et dire que ce serait éventuellement une bonne idée ? Face au risque que la France perde son triple A, l'agence Fitch en a parlé aujourd'hui, pouvez-vous envisager cette possibilité ?
MME ANGELA MERKEL- Il ne s'agit pas de donner quelque chose et d'avoir des contreparties. Nous avons des faiblesses en matière de construction de la zone euro, il faut essayer de surmonter ces faiblesses, peut-être dues au manque d'approfondissement politique. Donc ma position par rapport à hier n'a pas évolué. Si nous faisons des pas en direction d'une union fiscale, cela peut être une étape, mais ça n'est pas un préalable pour que je change la position que j'ai exposée hier devant le Bundestag.
Il ne s'agit pas de regarder chaque politique de recettes et de dépenses mais de les appréhender ensemble. Chaque pays a son budget propre, mais ceux qui ne respectent pas le pacte de stabilité, on peut leur demander des comptes parce que ces infractions au pacte de stabilité, nous les avons connues, y compris en Allemagne, et il n'y a jamais eu de recours, ni de sanctions. Et on en paye, aujourd'hui, le prix fort. Il faut éviter que ces situations puissent se reproduire et cela n'a rien à voir avec ma position par rapport aux eurobonds. Les préalables ne sont pas réunis, donc je ne change pas de position par rapport à hier.
LE PRESIDENT -- On part de quel raisonnement, de quel principe ? C'est que la situation actuelle n'est pas satisfaisante puisqu'elle a conduit à la situation que nous connaissons. Donc il faut changer et pour changer, il faut proposer des modifications au traité pour que tout le monde puisse y être associé. S'il y avait des refus, alors nous aurions une autre stratégie que celle de la modification des traités. Ce peut être un accord intergouvernemental, et nous travaillons là-dessus. Je m'aperçois que nos amis allemands n'ont peut-être pas eu la bonne traduction de ce qu'a dit Fitch sur le triple A. Et dans ce cas-là, je suis très heureux de vous en faire une traduction. Fitch a dit : « Le triple A de la France : Perspective stable ». Cette traduction n'a peut-être pas franchit le Rhin, mais je vous le donne puisque vous-même, vous venez, en venant à Strasbourg, de me donner cette opportunité. Mais naturellement, si la crise des dettes

à Strasbourg, de me donner cette opportunité. Mais naturellement, si la crise des dettes souveraines devait continuer à s'aggraver, cela poserait un problème pour tout le monde, et pas simplement pour la France. C'est justement pourquoi nous sommes en train de travailler là-dessus.
Un dernier point. Vous avez employé le mot « reculer ». C'est toujours très intéressant parce que, on a le choix entre être entêté et ne pas écouter les autres £ ou reculer, parce que l'on a écouté les autres.
Ce n'est pas comme cela que ça se passe. L'Allemagne a une histoire, une tradition et une culture. La France en a une autre et nous essayons de nous comprendre et de converger vers le même point pour retrouver la confiance que doit inspirer la zone euro. Nous avons, avec le Président MONTI, la chance d'avoir la troisième économie d'Europe, pour créer le pôle le plus stable possible. Est-ce que vous pensez franchement que l'on se parle tous les jours parce qu'on est d'accord, simplement, spontanément ? On dit : « ah je suis d'accord, bon, tu es d'accord aussi » et on raccroche ? Non, cela ne se passe pas comme ça, même si je le souhaiterais. Mme MERKEL m'explique, parfois longuement, ses préoccupations. Je luis explique les miennes et puis, compte tenu du poids de l'histoire entre nos deux pays, on converge. J'essaie de comprendre les lignes rouges de l'Allemagne, elle comprend les lignes rouges de la France.
Par exemple, sur des institutions comme la BCE, nous n'avons pas la même histoire. C'est une réalité, cela ne sert à rien de le nier, il faut essayer de comprendre et de trouver un point commun. Et quand nous disons que nous faisons confiance à la BCE, et que nous nous abstiendrons de tout commentaire positif ou négatif, cela a un sens, cela s'appelle un compromis positif où chacun essaye de comprendre la situation de l'autre et d'apporter, comme l'a très bien dit Mario MONTI, à l'Europe, le poids de nos pays.
Parce que si nous devions diverger, dans ce cas-là, ce n'était pas la peine de se réunir. Mais la convergence, ce n'est pas quelque chose de spontané. Cela demande à tout le monde un effort. Vous savez, en général, c'est ceux qui sont dans l'opposition, en Allemagne, en Italie, je ne parle pas de la France, qui en général ne connaissent pas la réalité des choses et qui pensent qu'il suffit de se regarder dans le blanc des yeux, pour trouver la solution. Non, c'est un peu plus compliqué que cela.
Je ne résiste pas, sur le triple A français, vous connaissez cette plaisanterie que l'on dit en France, s'agissant de l'hypocondriaque ? Vous ne la connaissez pas ? L'épitaphe sur sa tombe : je vous l'avais bien dit » Ne raisonnez pas comme cela, annoncer des catastrophes pour pouvoir dire : « Eh bien oui j'avais raison, je l'avais annoncé ».
Quand on est en charge des gouvernements, on ne raisonne pas comme cela, on essaie de faire un travail sérieux, de mettre en uvre des politiques, des stratégies, de s'y tenir et de retrouver le chemin de la croissance, comme l'a dit la chancelière, et de la confiance, comme le dit le président du Conseil. Mais pas de suivre minute après minute ce que disent les uns ou ce que disent les autres. Les variations des marchés et les vibrations des marchés. Nous avons en charge de protéger nos concitoyens. Un travail beaucoup plus difficile sur le long terme et non pas sur la fin de la journée ni sur la demie heure qui passe.
QUESTION -- Une question pour M. MONTI. Vous avez dit que vous avez été invité pour apporter la contribution de l'Italie, au sein de ce dialogue entre la France et l'Italie. Quelle est la position de votre gouvernement, vis-à-vis des euro-obligations ? Plusieurs fois, avant d'être nommé Premier ministre, vous avez dit que vous étiez favorable au recours aux eurobonds. Il y a quelques temps, vous avez parlé d'un engagement confirmé avec l'Europe, de garder et d'arriver à l'équilibre du budget, l'équilibre budgétaire, avant 2013. Pour cela, vous devez prévoir un plan de redressement ? Quel serait l'impact de ce plan sur l'Economie ? Concernant les pays qui ne respectent pas les engagements en termes de budget, j'ai une question pour tous les trois : Etes-vous d'accord en matière à l'automaticité de ces sanctions pour ces pays ?
M. MARIO MONTI -- Oui, il y a des objectifs qui ont été fixés pour chacun des pays. Dans le cas de l'Italie, il s'agit d'arriver à l'équilibre budgétaire en 2013. Comme vous le savez, l'Italie a un excèdent budgétaire considérable qui sera de 7, 5% en 2014. Cependant l'Italie doit faire des efforts particuliers parce qu'elle a une dette publique, héritage du passé, qui est très importante.

L'objectif d'atteindre l'équilibre budgétaire n'est pas remis en question. Il me semble que dans votre question, il y a plutôt un problème plus général qui est valable pour l'économie dans le monde entier et certainement pour l'économie européenne. Vous me demandez ce qui peut arriver si on a une récession d'une ampleur plus grande que ce que l'on a prévu. D'autre part, vous vous demandez si les finances publiques doivent être ajustées pour tenir compte de la variation du cycle. C'est une question qui est bien connue, que toute l'Union européenne peut se poser. Je pense que chaque pays de son côté doit faire ses devoirs, pour reprendre l'expression qui a été utilisée par Madame MERKEL, nous voulons faire nos devoirs chez nous et c'est pour cela que j'ai accepté chaleureusement l'invitation qui m'a été faite. L'Italie veut participer, contribuer, pour résoudre les problèmes communs, à savoir comment ajuster les programmes de la politique économique des pays européens en tenant compte de ce cycle.
Vous me demandez d'ailleurs quelle est ma position concernant les eurobonds, les euro-obligations. Je tiens à souligner ce qui a été dit par Madame MERKEL. Nous devons nous diriger vers une unité fiscale, vers une union fiscale si nous voulons donner une stabilité à la zone euro. Pour cela, nous devons avoir des mécanismes sûrs pour l'application des règles que l'on adoptera. Dans ce contexte, il y a la question de la modification du traité pour arriver justement à cette union fiscale. Dans ce contexte, il y a bien d'autres sujets qui peuvent être dédramatisés. Les obligations de stabilité, les 'stability bonds' comme la Commission européenne les a appelées pourraient effectivement apporter une contribution mais tout cela doit être fait à l'intérieur d'une union fiscale. Il faut bien faire attention parce que plusieurs éléments qui pourraient être bien utiles pourraient ne pas l'être si l'on n'arrive pas à une véritable union fiscale.
Enfin, pour ce qui est de l'application automatique des sanctions, mes homologues, l'ont rappelé tout à l'heure, Comme l'ont dit Mme Merkel et M. Sarkozy, je pense que la perte de crédibilité du pacte de stabilité est due à des événements passés. La France et l'Allemagne s'étaient opposées en 2003, les deux gouvernements de France et d'Italie ont alors fait en sorte qu'on ne diverge pas. Je pense que c'est une erreur qui a été commise en 2003, je pense que tout le monde est d'accord là-dessus. Je m'étais battu au sein de la Commission européenne afin que la Commission dénonce le Conseil devant la Cour de Justice pour la violation du pacte de stabilité qui avait été commise en 2003. Eh bien je pense qu'une fois que des règles ont été fixées, il faut les respecter. Il ne faut pas considérer un pays plus grand, un pays plus petit, il faut éviter des négociations politiques sur des règles qui doivent être respectées. Le respect de la loi, d'une règle qui concerne la stabilité est fondamental, en particulier lorsque cela concerne la stabilité du budget.
MME ANGELA MERKEL -- Permettez-moi de rajouter juste un mot. Je voudrais dire ce que j'ai apprécié avant de dire ce que je n'ai pas apprécié. En fait, la Commission a énuméré un certain nombre de propositions pour la discipline budgétaire qui sont tout à fait bienvenues. Simplement, les stability bonds ou les eurobonds, peu importe le nom qu'on leur donne, vont faire ou feraient quelque chose à savoir que les différences des taux seraient peut-être nivelées et, à mon avis, ce ne serait pas un bon signal parce qu'il ne faut pas simplement mettre entre parenthèse ces différences de taux parce qu'elles indiquent clairement où il faut encore agir, où il faut continuer à agir. Il faut retrouver la confiance pour retrouver la situation d'avant la crise, lorsque les taux étaient quasiment les mêmes partout dans tous les pays européens de par l'appréciation des marchés. Donc si l'on force les choses, je pense que ce n'est pas la bonne solution, c'est ce que je pense et c'est pourquoi j'ai exprimé cette position hier devant le Bundestag.
Maintenant, pour ce qui est de l'automaticité des sanctions, je pense qu'il faut travailler à travers une modification du traité. Mario MONTI était, dans une autre vie, Commissaire à la concurrence et, dans le droit de la concurrence, les règles sont bien plus strictes que dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance. Chacun sait que pour ce qui est de la concurrence, il faut bien respecter les règles sinon, il y a un recours et il n'y a vraiment aucune tolérance en la matière. Lorsque Mario MONTI était Commissaire, d'ailleurs on en avait souvent parlé, c'est aussi quelque chose qui s'applique à l'Allemagne et on n'était pas toujours heureux des décisions du Commissaire à la concurrence mais on savait de toute façon qu'on allait perdre devant la Cour de

Justice européenne, donc on a tout de suite respecté les règles. On n'y est pas encore dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance. Il faut que les pays de la zone euro y travaillent avec la détermination qui convient.
LE PRESIDENT -- A tous les deux, de toute manière, on aura l'occasion de parler de toutes les propositions que l'on va faire mais elles font partie d'un ensemble et je pense que ce n'est pas utile, que c'est même dangereux que tel ou tel propose des eurobonds sans parler de la gouvernance ou parler de la gouvernance et des sanctions sans parler de l'autre côté. C'est un ensemble que nous présenterons dans les jours qui viennent et c'est cet ensemble qui redonnera de la confiance.
Merci d'avoir participé à cette rencontre et bon retour.